

## Sogip

*Blog veille du programme SOGIP :  
échelles de gouvernance et peuples  
autochtones*

---

### **Brésil : Les peuples autochtones dénoncent l'organisation de Rio+20**

Publié le 09/02/2012 by Laurent Lacroix

Les organisations autochtones du Brésil condamnent l'exclusion dont ils ont été victimes pendant la phase préparatoire de la conférence des Nations Unies sur le Développement Durable Rio+20. Ils dénoncent une sollicitation limitée. En effet, seuls des représentants de deux organisations autochtones travaillant dans l'institution officielle Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI) ont été sollicités pour cette activité préparatoire.

#### Lettre de Porto Alegre

À nos frères et sœurs, peuples et organisations autochtones du Brésil et du Monde, Nous, représentants des peuples autochtones et dirigeants des organisations autochtones du Brésil, membres des organisations qui composent l'Articulation des peuples autochtones du Brésil – APIB (l'Articulation des peuples et organisations autochtones du Nordeste et des Etats de Minas Gerais et Espirito Santo – APOINME ; la Coordination des organisations autochtones de l'Amazonie brésilienne – COIAB ; l'Articulation des peuples autochtones du Sud – ARPINSUL ; La Grande Assemblée du peuple Guaraní – ATY GUASU ; l'Articulation des peuples autochtones du Pantanal – ARPIPAN et l'Articulation des peuples autochtones du Sud Ouest) réunis du 29 au 31 janvier 2012 dans la ville de Porto Alegre, État de Río Grande del Sur, Brésil, après avoir participé au Forum Social Thématique : Crise du capitalisme, justice sociale et environnementale ainsi qu'à l'assemblée des Mouvements Sociaux qui se sont successivement tenus du 24 au 28 janvier 2012 en vue du Sommet des peuples et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Río+20, qui se tiendront au mois de juin de cette année dans la ville de Río de Janeiro.

Devant les différents processus d'organisation, de préparation et de participation pour la Conférence Río+20, nous manifestons à nos organisations soeurs d'Abya Yala, la Coordination des organisations autochtones du bassin amazonien (COICA), la Coordination andine des organisations autochtones (CAOI), le Conseil autochtone d'Amérique Centrale (CICA) et d'autres organisations autochtones de ce continent et du monde, notre position sur ces processus.

- 1- En considération de l'importance des problématiques et des différents thèmes de l'agenda des Nations Unies, due aux impacts évidents sur la vie de nos peuples, nous faisons état de notre désaccord sur la manière dont les organismes officiels impliqués, dont certains sont coordonnés par des autochtones au niveau national et international ont procédé, en confiant à des individus l'organisation de l'agenda global sur des aspects qui nous concernent.
- 2- Nous répudions le fait qu'ils aient ignoré jusqu'à présent la participation de nos dirigeants et de nos organisations du Brésil et d'Abya Yala dans ces processus, en disant que celles-ci ne représentent pas nos peuples et que dans le cas du Brésil, il existe seulement deux organisations qui seraient représentatives, le Comité Intertribal et le Conseil National des Femmes Autochtones (CONAMI).

3- Nous voulons déclarer à nos frères et nos sœurs du Brésil et du Monde que ces organisations sont coordonnées par des personnes qui travaillent pour l'organe officiel indigéniste, la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI), dont les liens avec les communautés autochtones sont discutables. Alors que nos organisations, qui comme toute organisation sociale peuvent connaître des problèmes, sont actives dans l'histoire du mouvement autochtone brésilien, qu'elles ont un agenda de lutte commun avec leurs bases et qu'elles ont été importantes, sous la coordination de l'APIB, dans les dynamiques d'incidence auprès du gouvernement national et dans les actions revendicatives de nos peuples et organisations. Par ces luttes dans les espaces institutionnels et surtout par les luttes concrètes qui se développent au sein de nos bases pour la défense de nos terres et de nos territoires contre le latifundisme, la monoculture, l'agro-industrie, les mégaprojets notamment hydroélectriques, les ports, les routes et l'industrie d'extraction (bois, minerais), nombre de nos dirigeants des organisations et des associations locales ont été assassinés, sont poursuivis et prisonniers de manière illégale. En 2010, 63 de nos frères ont été assassinés. À ce jour, aucun auteur intellectuel ou matériel n'a encore été jugé ou condamné pour ces crimes par la justice brésilienne. Nous n'admettrons jamais que cette réalité et cette trajectoire de lutte soit ignorée et méprisée.

4- Devant tous ces faits, nous réaffirmons que nous ne reconnaissons ni les dynamiques, ni les instances et les initiatives qui n'ont pas procédé à des processus de consultation et de coordination avec nos organisations, en faisant exactement ce que les gouvernements font fréquemment, en violant notre droit à la consultation libre, préalable et informée établi par la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Concrètement, afin de préserver le respect pour nos frères et sœurs qui seront là, nous ne reconnaissons pas les espaces de discussion établis pour l'agenda global de Rio+20 et pour d'autres questions qui nous concernent en tant que peuples comme Karioca II, puisque c'est une initiative clairement officialiste déconnectée de la réalité sociale et politique, des problèmes concrets de nos peuples et communautés.

5- Nous réaffirmons face à tous nos frères et sœurs, aux différents organes gouvernementaux, aux organisations non gouvernementales et aux différentes organisations politiques, sociales et populaires du Brésil et du Monde que l'espace de discussion de l'agenda global et de l'agenda spécifique des peuples et des communautés autochtones sera celui du campement La Terre Libre, pour le Bien Vivre et la (Pleine) Vie, à Rio de Janeiro, dans le cadre du Sommet des Peuples et de la Conférence des Nations Unies. Nous déclarons que le campement Tierra Libre a été, jusqu'à présent, la plus grande action politique que nos peuples et organisations ont développé chaque année depuis 2004, en réunissant près de 1.000 leaders autochtones pour discuter de leurs problèmes, de leurs demandes, de leurs revendications et de leurs propositions communes face à l'État brésilien. Cette année, nous avons décidé de le réaliser à Rio de Janeiro, avec l'idée de l'internationaliser et dans l'espoir de proposer un espace de convergence avec nos frères et sœurs du monde entier qui viendront au Sommet des Peuples et à la Conférence de l'ONU.

6- Pour terminer, nous convoquons tous les peuples, organisations et dirigeants autochtones du Brésil et du Monde pour qu'ils se joignent à nous dans l'intention de montrer aux gouvernements et aux entreprises multinationales que, malgré les distances géographiques, la diversité des langues et autres différences, nous sommes unis, que nous avons des problèmes communs, des droits, des nécessités et des aspirations communes pour lesquels nous devons lutter et influencer dans les différents espaces nationaux et internationaux durant la réunion du Rio+20 et au-delà de celle-ci.

Pour le Bien vivre et la Pleine Vie de nos Peuples.

## L'Articulation des peuples autochtones du Brésil – APIB

Porto Alegre, Rio Grande do Soul, Brasil, 31 janvier 2012.

Source : [Servindi, 5 février 2012](#)

Traduction : Laurent Lacroix (SOGIP)

<b>Partager/Share</b>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<b>J'aime</b>	<input type="button" value="J'aime"/>

Cette entrée a été publiée dans [Climat/Changements climatiques](#), [Consultation](#), [Environnement](#), [Institutions internationales](#), [Mouvements autochtones](#) et taguée [APIB](#), [contestation](#), [organisation](#), [Rio+20](#). Ajouter aux Favoris le [permalien](#).

---

**Sogip**

*Thème : Twenty Ten Fièremment propulsé par WordPress*